

Il y a 20 ans, l'Amérique de Bush envahissait l'Irak

Après les attentats du 11 septembre 2001, les Etats-Unis ont non seulement envahi l'Afghanistan, coupable d'héberger Al-Qaïda, ils ont aussi ensuite tourné leur soif de vengeance contre un pays, certes une horrible dictature, qui n'y était pour rien, l'Irak. Et cela sans hésiter à mentir effrontément pour justifier leurs crimes.

BAUDOIN LOOS

Le 20 mars 2003, l'aviation militaire américaine commençait le bombardement systématique des cibles choisies en Irak. C'était il y a tout juste vingt ans. La veille, George W. Bush, le président américain, avait annoncé le déclenchement de l'opération « Shock & Awe » (Choc et effroi). L'invasion terrestre de l'Irak par les Etats-Unis et leurs alliés sera terminée en trois semaines. Cette brève guerre, dépourvue de légitimité en droit international, et ses conséquences vont durablement ébranler le monde.

A la base, un autre événement majeur qui avait densément marqué les esprits 18 mois plus tôt : les terribles attentats de New York et Washington, perpétrés le 11 septembre 2001. Ce jour-là, l'Amérique avait été frappée au cœur ; 3.000 personnes avaient perdu la vie et la première puissance mondiale en était sortie bouleversée d'abord, en quête éperdue de vengeance ensuite.

Oussama et Saddam

Les Américains avaient vite identifié les coupables : Oussama Ben Laden et son organisation terroriste Al-Qaïda, abritée par le régime taliban en Afghanistan. Ce pays a été promptement envahi quelques semaines plus tard (et l'on sait que les Etats-Unis s'en retireront sans gloire en 2021 alors qu'ils réussirent à assassiner Ben Laden au Pakistan en 2011). Mais, à l'époque, George Bush et ses amis allaient rapidement vouloir également tourner leur courroux contre l'Irak de Saddam Hussein, une dictature sunnite abominable du Moyen-Orient.

Cibler ce régime dans le cadre d'une guerre globale décrétée contre le terrorisme ne semblait pourtant pas aller de soi. Le politologue canadien Charles-Philippe David précise que, « contrairement à ce qui a parfois été dit, le sort de l'Irak est scellé rapidement : dès les jours qui suivent les attentats du 11-Septembre, le président et plusieurs de ses proches conseillers affichent – en privé – leur intention de procéder à un « changement de régime » à Bagdad ».

L'entourage du président américain le presse donc d'agir contre Saddam. « Les néo-conservateurs, les vrais de vrais, si j'ose dire, c'est la deuxième ligne », explique l'historienne française Nicole Bacharan. « Dick Cheney, Donald Rumsfeld, ce sont des vieux guerriers de la guerre froide. C'est le complexe militaro-industriel. C'est vraiment des durs. Mais leurs assistants, leurs adjoints et leurs conseillers immédiats, ce sont des néo-conservateurs. Par exemple, Paul Wolfowitz derrière Donald Rumsfeld, Steve Carbone et quand même pas mal d'autres. Et eux, ce sont des idéologues. » Des idéologues qui croient en outre à l'impossible : l'édification d'un « Grand Moyen-Orient » où la démocratie... pro-américaine s'exporterait à l'aide de bombardiers et de chars d'assaut.



Nasiriyah, sud de l'Irak, le 3 avril 2003 : des soldats américains ôtent un portrait de Saddam Hussein, le tyran local bientôt déchu. Ce dernier sera pendu en 2006.

© JIM LO SCALZO/EPA



Aujourd'hui, on peut considérer que l'Etat irakien est une sorte d'extension du pouvoir iranien. L'Iran a un droit de regard sur tout

Myriam Benraad
Chercheuse, spécialiste française de l'Irak et de la société irakienne



conséquences Les funestes leçons d'un immense désastre

B.L.

La fabrication de preuves pour justifier l'invasion et l'occupation d'un pays – l'Irak – coûtera cher aux Etats-Unis. A de nombreux points de vue. Car, bien sûr, aucune arme de destruction massive ne sera découverte en Irak et la soi-disant collusion du régime de Saddam avec Al-Qaïda n'a jamais été prouvée.

En Irak même, les Américains mettront une dizaine d'années à sortir de l'engrenage dans lequel ils s'étaient enchaînés en bafouant le droit international. La guerre provoquera la mort de 4.500 soldats américains et de plusieurs centaines de milliers d'Irakiens (en comptant les pertes dues à la guerre civile qui s'ensuivit), et elle imposera aux USA des dépenses insensées, entre 800 et 3.000 milliards de dollars, selon les sources.

Certes, une cruelle dictature a été rayée de la carte. Mais à quel prix ? Un pays tout entier s'est disloqué. Comme l'explique dans un livre l'expert français Pierre-Jean Luizard (1), l'Irak « se caractérise depuis 2003 par une instabilité chronique et un communautarisme structurel » : « La mise en avant de la communauté chiite n'a fait que renforcer l'implantation iranienne en Irak, alors que le rejet des sunnites a alimenté un sentiment d'injustice nouveau

pour cette minorité, qui s'est rapidement radicalisée, puis engagée pour une partie significative dans la lutte armée du groupe Etat islamique » (ou Daesh). Une partie de cette minorité avait en fait d'abord basculé dans les bras d'Al-Qaïda, puis, vers 2013, elle s'est orientée vers l'Etat islamique, seule organisation à alors prétendre défendre les sunnites.

L'Iran, paradoxal bénéficiaire

Quant à l'Iran, mentionné par Luizard, il a en effet paradoxalement profité de l'invasion menée en Irak par son grand ennemi américain. « C'est triste à dire », confirme la chercheuse Myriam Benraad, « aujourd'hui, on peut considérer que l'Etat irakien est une sorte d'extension du pouvoir iranien. L'Iran a un droit de regard sur tout : les nominations, le cours de la vie politique, les réformes. »

Sur un plan plus large, les mensonges américains qui ont précédé l'invasion de l'Irak en 2003 ont, depuis lors, donné beaucoup de grain à moudre aux adversaires des Etats-Unis en particulier, voire de l'Occident en général. Et pas seulement aux comploteurs de tous poils, qui exultent, mais à toute personne qui a découvert dans ce funeste paradigme irakien la preuve incontestable de l'absence totale de morale qui préside aux destinées de la première puissance du globe, laquelle n'hésite pas

Quant aux milieux pétroliers américains, représentés à la Maison-Blanche par le vice-président, Dick Cheney, ils approuvaient sans nul doute la conquête d'un pays aux immenses richesses en hydrocarbures.

Cet entourage composite du président avait également en commun la défense d'un Etat qui leur était proche, Israël, justement un grand ennemi de l'Irak d'alors. En toute logique, la perspective de voir l'allié américain annihiler une fois pour toutes la menace irakienne remplissait d'aise la classe politique israélienne.

Mais comment justifier une guerre en Irak ? Deux suggestions sont alors lancées à Washington : celle d'incriminer la possession illicite par l'Irak d'armes de destruction massive et celle de l'accuser également de complicité avec Al-Qaïda. Tout cela pour mettre en avant un concept en avant : la nécessaire guerre préventive...

Inventer des preuves

« Il n'y a toutefois aucune espèce de preuve que l'Irak détient des armes de destruction massive », relève Nicole Bacharan. « Et finalement, comme il n'y a pas de preuves, on va les inventer. Commence alors une véritable campagne de propagande, instrumentalisant notamment les médias en leur fournissant de fausses nouvelles. » Et cela fonctionne ! « A l'approche de la guerre en Irak », se souvient Stephen Kinzer, ancien journaliste du *New York Times*, « l'hystérie patriotique a enveloppé les Etats-Unis. Les Américains ont avalé le récit selon lequel Saddam était un tueur sauvage – un "nouvel Hitler" – et que le détruire, lui et son gouvernement, aiderait à pacifier le Moyen-Orient. »

Le reste de l'histoire est bien connu. Les Etats-Unis montent une coalition avec leurs amis (Grande-Bretagne, Espagne, Italie, Australie, etc.), les Nations unies refusent d'avaliser leurs desseins guerriers et l'invasion de l'Irak se déroule sans problème vu la disproportion des forces.

Pourtant, comme l'observe Myriam Benraad, spécialiste française de l'Irak et de la société irakienne, « l'intervention militaire de 2003 a été largement improvisée » : « Pas tant dans les modalités militaires que dans les semaines et les mois qui ont suivi la chute du régime de Saddam Hussein. » Le pays, la région et même le monde en subiront d'innombrables conséquences.

à intriguer et à conspirer pour favoriser ses intérêts sans trop se préoccuper du coût humain exorbitant de ses sombres opérations.

Enfin, l'affaire de l'invasion de l'Irak peut également se retrouver liée à l'actualité très contemporaine, celle qui se développe pour le moment en Ukraine. En effet, relève le chroniqueur du *Monde* Gilles Paris, « 20 ans plus tard, les répliques de ce séisme géopolitique se font toujours sentir » : « Il n'est pas pour rien, en effet, dans la prise de distance du "Sud global", composé de pays qui, sur tous les continents, refusent de prendre parti dans la guerre en Ukraine ». L'auteur en profite pour rappeler les mots du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, au Forum de Davos : « Je ne suis pas convaincu que les pays riches saisissent vraiment le degré de frustration et de colère des pays du Sud. » En cause : le sentiment de deux poids deux mesures dans le respect du droit international selon que vous êtes ou non proche de l'Occident (les Palestiniens en savent quelque chose).

Décidément, on pourra conclure avec Alain Gresh, directeur du site *Orientxxi.info*, qu'« au concours des désastres, la guerre contre l'Irak de 2003 mérite sans contester la médaille d'or ».

(*) *Les Racines du chaos*, Ed. Tallandier, 2022.